ASSEMBLÉE NATIONALE

7 février 2025

PROTÉGER LA POPULATION DES RISQUES LIÉS PFAS - (N° 161)

Rejeté

AMENDEMENT

N° CD7

présenté par

M. Meurin, M. Blairy, Mme Bouquin, M. Dutremble, M. Evrard, M. Guibert, M. Houssin,
M. Humbert, Mme Lechanteux, M. David Magnier, M. Marchio, M. Markowsky, Mme Sabatini et
M. Vos

ARTICLE 1ER BIS

Après la deuxième occurrence du mot :

« rejets »,

supprimer la fin de l'alinéa 2.

EXPOSÉ SOMMAIRE

La présente proposition de loi envisage d'imposer aux entreprises « de tendre vers la fin des rejets » de PFAS dans un délai de cinq ans.

Comment ce délai a été choisi ? Pourquoi cinq ans et pas plus ou moins ?

Si les entreprises françaises visent à atteindre la fin de ces rejets, elles ne sont pas encore prêtes. Avec une telle mesure, le Parlement et le Gouvernement seront responsables de la fermeture d'entreprises françaises qui contribuent à l'enrichissement de nos territoires. Une fois que ces entreprises auront quitté la France, nos concitoyens seront obligés d'acheter des produits qui ne seront plus produits en France mais importés avec des normes sanitaires et environnementales beaucoup moins exigeantes.

Il convient de supprimer cet alinéa.